



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Avril 2003

Volume 2, Numéro 4

LIGNE DE FOND _____ 1

Négociations Agricoles A L'OMC : Après L'Echec Des Pourparlers Sur Les Modalités, Les Membres Affinent Leurs Stratégies Et Prennent Rendez-vous Pour Cancun _____ 1

Règlement Des Différends : Le Bénin Réserve Ses Droits De Tierce Partie A La Procédure De Groupe Spécial Demandée Par Le Brésil _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Libéralisation Des Services : Peu D'Engagements D'Ouverture Reçus A La Date Limite De Fin Mars _____ 5

Réexamen Du Traitement Spécial Et Différencié : Après Des Echecs Successifs, Les Membres A La Recherche D'Une Méthode Pour Relancer Les Pourparlers _____ 7

Comité De Négociations Commerciales : Malgré Les Retards Sur Les Délais, Le Directeur Général De L'OMC Affiche De L'Optimisme Pour La Suite Des Négociations _____ 9

SUR LE FIL _____ 11

Investissement : Des ONG Du Nord Et Du Sud Lancent Une Campagne Contre L'Ouverture De Négociations Multilatérales Sur L'Investissement A L'OMC _____ 11

ACP-UE : L'Assemblée Paritaire Se Penche Sur Les Questions Commerciales Et La Préparation De Cancun _____ 13

EVENEMENTS _____ 15

PUBLICATIONS _____ 16

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Négociations Agricoles A L'OMC : Après L'Echec Des Pourparlers Sur Les Modalités, Les Membres Affinent Leurs Stratégies Et Prennent Rendez-vous Pour Cancun

Arrivés à la date butoir du 31 mars convenue pour trouver un accord sur les modalités de négociations agricoles, conformément au programme de travail mis en œuvre depuis mars 2002, les membres de l'OMC ont définitivement constaté leur échec, en dépit des efforts déployés par le président Harbinson à travers ses propositions successives pour se rapprocher des positions des différents membres.

En effet, après une première proposition de modalités présentée le 12 février et rejeté en bloc par la plupart des membres lors de la mini-ministérielle de Tokyo, le président a présenté une seconde mouture de son document le 18 mars. Celle-ci était perçue comme une tentative ultime pour rapprocher des positions divergentes et figées afin de respecter le délai de référence du 31 mars. Harbinson n'a pas cependant eu plus que bonheur que lors de la première soumission, son document étant jugé largement identique au premier avec les mêmes " déséquilibres de fond ".

Dans son allocution d'ouverture de la session formelle du 31 mars, le président du Comité de l'agriculture a confirmé une conclusion antérieure formulée lors de la session plénière informelle du 28 mars qui avait fait suite à une dernière série de négociations ayant démarré le 25 mars. Harbinson a indiqué que les modalités n'avaient pu être

établies à la date limite convenue, et qu'il ne serait pas en mesure de préparer un second projet de modalités. " C'est, bien sûr, une affaire très grave. Nous devons tous être déçus de voir que tous nos efforts n'ont pas porté leurs fruits, " a déclaré Harbinson dans l'allocution qu'il a prononcée lors la session plénière formelle du 31mars. Il a néanmoins souligné certains aspects positifs du processus, spécialement les " progrès considérables réalisés sur un certain nombre de questions techniques. " Harbinson a également déclaré qu'il avait fortement ressenti, chez toutes les parties, un engagement continu " à poursuivre le travail en cours afin d'établir " des modalités en vue d'une réforme accrue ... dès que possible. "

Quelle démarche pour la suite ?

Malgré l'échec patent des négociations et la déception engendrée par l'incapacité des membres à convenir de modalités - ou formules de négociation - en vue d'un accord cadre sur l'agriculture, Harbinson a néanmoins affirmé qu'il poursuivrait les consultations formelles et informelles sur des questions techniques telles que les formules tarifaires et les Produits stratégiques pour les pays en développement. Ces consultations devraient vraisemblablement démarrer dès la fin des vacances de Pâques et se poursuivre en juin et juillet dans les sessions spéciales du Comité de l'agriculture.

Cette volonté de poursuivre les pourparlers malgré tout se justifie par le fait que Harbinson et certains membres ont relativisé leur échec en avouant qu'il n'est pas plus préjudiciable pour la suite du programme de Doha que des échecs similaires constatés dans des domaines tels que le traitement spécial et différencié pour les pays en développement, ou l'accès à des médicaments génériques essentiels peu coûteux.

C'est dans ce contexte que Harbinson a prévenu les membres qu'ils auront encore plus à faire, dans un futur proche, pour mettre en place la base et le cadre en vue des compromis nécessaires. " Il faudra, pour ce faire, une meilleure perception, par toutes les parties, des sensibilités et des attentes des uns et des autres " a-t-il ajouté. Lors d'une

conférence de presse à la suite de la session plénière formelle, Harbinson a en outre déclaré que " la balle est, à présent, manifestement dans le camp des membres ", car il estimait avoir fait tout son possible en ce qui concerne l'élaboration d'un texte préliminaire de compromis sur des modalités possibles. " J'ai besoin d'un signal plus clair des membres indiquant qu'ils sont plus disposés à examiner un nouveau document " a-t-il ajouté.

Cancun en perspective

Une série de réunions est d'ores et déjà prévue d'ici Cancun. Outre les consultations informelles sur les questions techniques, notamment les formules de réduction tarifaire, les contingents tarifaires, les produits stratégiques pour les pays en développement, un nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement, le soutien interne, les régimes commerciaux préférentiels, les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire, les entreprises commerciales étatiques et les indications géographiques, d'autres sessions de négociation auront lieu du 26 au 27 juin, le 1 juillet et du 16 au 17 juillet 2003.

Des sources des milieux du commerce ont également indiqué qu'ils interprétaient l'exposé de Harbinson comme le signe que ce dernier adopterait à présent une approche plus intégrée des négociations sur les modalités, qui mettrait l'accent sur les chiffres et les cibles, ainsi que sur les éléments fondés sur les règles. Dans ses textes préliminaires antérieurs sur les modalités, Harbinson proposait d'abord un accord sur les modalités de réduction, et à un stade ultérieur, une décision sur les disciplines, ont indiqué les sources. Il a également été indiqué que Harbinson tenterait d'impliquer davantage de responsables basés dans les capitales dans les consultations, et qu'il fixerait les réunions futures à des dates convenant aux négociateurs qui ne sont pas basés à Genève. Dans l'ensemble, Harbinson espère, semble-t-il, la mise en place des modalités avant la réunion de Cancun, car les membres auraient besoin d'assez de temps pour préparer leurs offres devant être présentées lors de la Conférence ministérielle. Certaines

sources ont toutefois noté qu'un accord sur les modalités était plus qu'improbable avant la réunion des ministres du commerce au Mexique.

Responsabilités partagées ?

Après avoir constaté leur échec à s'entendre sur l'un des sujets les plus importants des négociations en cours, en particulier pour les pays en développement et les PMA, des membres, essentiellement des pays développés exportateurs de produits agricoles, se rejettent mutuellement la responsabilité.

Dans une déclaration officielle, les Etats-Unis ont spécifié que des membres tels que l'UE et le Japon étaient responsables de l'échec de l'adoption des modalités dans les délais convenus. Faisant allusion au réexamen interne à mi-parcours, par l'UE, de la Politique agricole commune (PAC) qui démarre en juin de cette année, la déclaration a appelé les Etats membres de l'UE à approuver les propositions de réforme de la PAC présentées l'an dernier par le Commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, afin de " donner à la Commission européenne davantage de flexibilité pour remplir le mandat du " Cycle du développement de Doha ".

Le ministre du commerce australien, Mark Vaile a également sévèrement critiqué l'UE, lui reprochant de " continuer à s'opposer aux efforts visant à instaurer des réformes véritables du commerce des produits agricoles. " Vaile a également ajouté que "le jeu de l'Union européenne semble être de faire patienter tout le monde en attendant que l'Union soit en mesure de finaliser le réexamen de sa Politique agricole commune et de présenter les résultats de ce processus comme un fait accompli à Genève. "

L'UE a toutefois rejeté toutes ces attaques, arguant, dans un communiqué de presse, qu'elle avait fait son travail pour faire avancer les pourparlers sur l'agriculture à l'OMC. " Les propositions européennes sur les modalités représentent un juste milieu entre des positions extrêmes, " a répondu Fischler. Il a également défendu le recours important de l'UE aux subventions à l'exportation,

en déclarant que " la fausse aide alimentaire ", les crédits à l'exportation (tous deux essentiellement utilisés par les Etats-Unis) et les pratiques de fixation des prix de certaines entreprises commerciales étatiques (comme dans le cas de l'Australie) auraient également des effets de distorsion sur les échanges.

L'UE a notamment annoncé officiellement, le 31 mars, sa décision d'initier une procédure de règlement des différends contre l'Australie pour contester son système de quarantaine stricte. Le système " enfreint de manière flagrante les règles de l'OMC, bien que l'Australie se proclame, de manière constante, seul bastion du libre-échange dans le domaine des produits agricoles " a commenté le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy.

Les modalités qui doivent être convenues sont destinées à fixer la portée des négociations agricoles, la méthodologie à suivre durant le processus effectif, et les résultats attendus dans les négociations agricoles. Les ministres du commerce avaient convenu, à Doha, de mettre en place des modalités avant le 31 mars 2003. Lors de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC à venir, qui doit se tenir du 10 au 14 septembre à Cancun, au Mexique, les membres sont supposés présenter leurs projets d'offres spécifiques en vue d'une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, qui seraient fondées sur les modalités convenues. Selon le programme de travail de Doha, les pourparlers agricoles, ainsi que toutes les autres négociations du " programme de négociation dans son ensemble " doivent être conclus d'ici le 1 janvier 2005.

Règlement Des Différends : Le Bénin Réserve Ses Droits De Tierce Partie A La Procédure De Groupe Spécial Demandée Par Le Brésil

Dans le contentieux qui oppose les Etats Unis au Brésil sur les subventions au coton, le Brésil a introduit une seconde demande d'établissement de

Groupe Spécial à la date du 18 mars 2003 qui a été entérinée par l'ORD. L'intérêt des pays africains exportateurs de coton pour cette affaire est connue. En date du 24 mars 2003, le Bénin, qui tire presque 90% de ses recettes d'exportations agricoles du coton, a réservé ses droits de tierce partie tout en continuant à prôner une solution dans le cadre des négociations au Comité de l'agriculture.

L'article 10.2 du Mémoire d'accord permet aux tierces parties ayant "un intérêt substantiel dans une affaire portée devant un Groupe spécial" de notifier leur intérêt en participant en tant que tierce partie et d'avoir "la possibilité de se faire entendre par ce Groupe spécial et de lui présenter des communications écrites". En règle générale, les Membres de l'OMC participent en qualité de tierces parties lorsqu'ils ont des intérêts substantiels et lorsqu'il y a des intérêts systémiques qui les concernent. Un Membre ayant obtenu des droits de tierce partie dans une procédure au stade du Groupe spécial sera également en mesure de participer à la procédure devant l'Organe d'appel en cas de recours contre le rapport qu'élaborera le Groupe spécial.

En sa qualité de tierce partie, le Bénin a la possibilité de donner son point de vue au Groupe spécial et de faire enregistrer ses préoccupations face aux régimes de subventions des États-Unis. Mais en tant que tierce partie, il a une occasion limitée d'influencer les décisions du Groupe spécial.

Diverses prérogatives liées au statut de Tierce Partie

Pour les pays en développement qui n'auraient pas les ressources financières et humaines pour participer à une longue procédure de règlement des différends, participer en tant que tierces parties signifie qu'ils peuvent participer à la procédure du Groupe spécial sans engager leur propre procédure. De plus, un groupe de tierces parties peut partager les ressources et déposer une communication unique. Cette possibilité est donc particulièrement intéressante pour les pays qui n'ont pas participé

activement au règlement des différends dans le cadre de l'OMC.

Comme nous le verrons plus loin, le droit de participation d'une tierce partie est limité. Néanmoins, certains Groupes spéciaux ont accordés des "droits de tierce partie élargis", permettant ainsi à ces dernières d'avoir accès à tous les documents et de participer à la première et à la deuxième réunion du Groupe spécial. Les droits de tierce partie élargis ont été accordés dans les différends Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes et CE Mesures concernant les viandes et les produits carnés hormones Voir le Rapport du Groupe spécial, WT/DS/27/R, adopté le 25 septembre 1997 et le Rapport du Groupe spécial, WT/DS26/R, WT/DS48/R, adopté le 13 février 1998.) Dans sa réponse à une partie qui contestait l'octroi de ces droits dans ce dernier différend, l'organe d'appel a confirmé que l'octroi de ces droits élargis est laissé à l'appréciation du Groupe spécial (Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998). Ainsi, le Bénin pourrait demander des droits de tierce partie élargis en arguant du fait que les questions en cause revêtent une importance particulières pour lui. Il pourrait aussi faire valoir que la question étant complexe et les preuves peu claires, il a besoin des informations à toutes les étapes de la procédure afin de pouvoir y participer réellement.

Par ailleurs, il ne faudrait pas trop insister sur l'inconvénient à ne pas disposer du droit de prendre des mesures de rétorsion. Les rétorsions et les compensations sont des solutions inhabituelles dans les procédures de règlement des différends à l'OMC. Dans les sept différends où des droits de rétorsion ont été accordés par l'ORD, ils n'ont été appliqués que dans deux cas. Quant aux compensations, il n'y a eu qu'un seul cas où une compensation a été accordée sous la forme d'une mesure transitoire. Ainsi, les Membres de l'OMC qui sont obligés d'appliquer les décisions et les recommandations de l'ORD le font normalement en modifiant ou en retirant leurs mesures qui ne

sont pas jugées conformes aux règles. Et, comme nous l'avons dit ci-dessus, l'application se fait sur une base non discriminatoire.

En outre, la faiblesse relative des économies des pays africains les moins avancés producteurs de coton signifie que, même s'ils le souhaitent, ils pourraient ne pas être en mesure de prendre des mesures de rétorsion en cas de non observation des décisions par les États-Unis. Et si ce résultat s'avérait discriminatoire, le Bénin, en tant que tierce parties pourrait introduire sa propre plainte au titre du Mémoire d'accord.

Limites liées au statut de Tierce Partie: Ce que le Bénin ne pourra pas faire

Le rôle des tierces parties dans la procédure de Groupe spécial est limité: normalement, elles ne sont autorisées à recevoir que les premières communications dans la procédure de Groupe spécial et à participer à la première réunion des parties. En règle générale, elles ne reçoivent pas les deuxièmes communications du plaignant et de l'intimé et elles ne participent pas non plus à la deuxième réunion du Groupe spécial. En outre, les tierces parties ne participent ni à la sélection des membres du Groupe spécial, ni aux réunions d'organisation du Groupe spécial pendant lesquelles est fixé le calendrier des travaux du Groupe spécial.

Les tierces parties sont aussi désavantagées pour ce qui concerne l'application des décisions et des recommandations de l'ORD par rapport à une procédure de Groupe spécial où elles participent. La législation OMC exige que les recommandations et les décisions d'un Groupe spécial soient appliquées sans discrimination, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée. Cependant, le résultat d'un différend n'est contraignant que pour les principales parties. Dans le cas qui nous intéresse, cela signifie que si les États-Unis perdent dans la procédure du Groupe spécial et si ce dernier décide que leurs subventions sont incompatibles avec leurs obligations au titre des accords OMC, ils devraient appliquer cette décision d'une manière non discriminatoire par rapport aux autres Membres de l'OMC. Mais, en vertu de l'article 21.5 du

Mémoire d'accord, seul le plaignant, le Brésil, peut demander à un Groupe spécial de vérifier si toute nouvelle mesure adoptée est conforme aux règles de l'OMC. Par ailleurs, seul le Brésil peut négocier une compensation en cas de non-respect des décisions par les États-Unis. Seul le Brésil peut demander la permission d'adopter des mesures de rétorsion au cas où les décisions et les recommandations du Groupe spécial n'étaient pas mises en œuvre. C'est là le principal inconvénient du statut de tierce partie.

En outre, le Mémoire d'accord stipule que la solution à l'amiable est préférable et c'est une solution convenue d'un commun accord. Dans le passé, quelques différends ont été réglés même pendant la procédure de Groupe spécial. Si les États-Unis et le Brésil décident de régler l'affaire, ceci mettra un terme à la participation des tierces parties. De plus, en tant que tierces parties, le Bénin ne sera pas nécessairement consulté sur un règlement éventuel.

A partir du moment où le Groupe Spécial est établi, l'étape suivante consiste à en choisir les membres. Les tierces parties ne sont pas consultées dans cette procédure. Lorsque la composition du Groupe spécial a été déterminée, il adoptera des procédures de travail, y compris des procédures relatives aux questions préliminaires. C'est à ce stade de la procédure que le Bénin demanderait des droits de tierce partie élargis s'il le souhaite.

NOUVELLES DE L'OMC

Libéralisation Des Services : Peu D'Engagements D'Ouverture Reçus A La Date Limite De Fin Mars

Si conformément au mandat de Doha les membres avaient convenu de soumettre leurs demandes initiales de libéralisation avant fin juin 2002, ils devaient en revanche soumettre leurs offres au plus tard le 31 mars 2003.

Arrivé à cette date, très peu de membres ont pourtant fait leurs présentations d'offres initiales de libéralisation des services pour respecter le délai de référence de fin mars. Les pays qui ont présenté leurs offres au Conseil du commerce des services dans les délais - essentiellement des pays développés - comprenaient l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis. L'UE n'avait pas encore été en mesure de se mettre d'accord sur son offre, mais on s'attend à ce qu'elle la présente au cours des prochaines semaines. La Suisse a déclaré qu'elle soumettrait sa proposition d'ici le 15 avril. Le Secrétariat de l'OMC a indiqué s'attendre à en voir arriver jusqu'à la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, en septembre, ce qui semble conforter l'idée selon laquelle la date butoir du 31 mars n'était fixée qu'à titre indicatif.

Un silence expressif des pays en développement

Si de nombreux pays - tant développés qu'en développement - s'intéressent aux négociations en cours dans les services, les pays en développement n'ont manifesté aucun empressement dans ce domaine.

En effet, seuls quelques membres, essentiellement des pays développés, ont présenté leurs offres de libéralisation services, en l'absence notable des pays en développement (à l'exception de l'Equateur). Cette absence est perçue par certains comme une réaction au non-respect de nombre de délais dans la série actuelle de négociations, en particulier dans les domaines les plus importants pour les pays en développement (c'est-à-dire les ADPIC et la santé publique, les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et l'agriculture).

Les Etats Unis balisent la voie

L'offre d'ouverture de services des Etats-Unis est, selon certaines sources des milieux du commerce, en train de devenir une référence importante pour d'autres pays engagés dans la présentation de demandes et d'offres de services qui n'ont pas encore présenté leurs offres. L'offre de services des Etats-Unis a politiquement inauguré la phase de

présentation de demandes en incitant d'autres pays à en faire de même, et en montrant la détermination de ce pays à avancer dans le domaine des services alors même que l'ensemble des négociations est dans l'impasse.

Concernant la teneur, la proposition américaine couvre des secteurs tels que les services financiers, les services juridiques, les télécommunications, l'envoi par express, les services de l'énergie, les soins de santé, l'enseignement supérieur et les services environnementaux. La proposition consolide une grande partie de la libéralisation existante dans le droit américain, et va plus loin dans certains domaines particuliers. La proposition américaine ne présente pas d'offres dans certains services de fourniture monopolistiques, notamment les services postaux américains, ou certains sous-secteurs tels que les services d'alimentation en eau. Toutes les subventions fournies au titre des modes 1 et 2 (fourniture transfrontière et consommation à l'étranger) n'ont pas été engagées dans la colonne traitement national (non consolidé) et il en est de même pour nombre des subventions au titre du mode 3 (présence commerciale étrangère). Selon l'interprétation de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) par le représentant américain au Commerce extérieur, la proposition d'offre n'entravera ni n'aura d'effet sur : les intérêts réglementaires ; les programmes d'assistance spécifiques en faveur des citoyens américains ou des minorités ; ou l'autonomie des établissements éducatifs américains.

Certaines ONG américaines ont réagi de manière négative à la proposition américaine. L'IATP - Institute for Agriculture and Trade Policy - a fait part de son inquiétude concernant le fait que l'offre de services américaine " affecte le droit étatique américain. Les négociations commerciales pourraient réécrire de vastes pans du droit local à l'insu ou sans le vote des corps législatifs et des procureurs généraux " et a noté l'absence de consultations durant la préparation de l'offre de services. De manière informelle, diverses ONG se félicitent de ce que Canada, les Etats-Unis et l'UE aient publié ou projettent de publier leurs offres respectives et préconisent d'ériger la pleine

transparence en règle dans les négociations, au lieu qu'elle soit un cas isolé.

Aperçu général sur les négociations dans les services

Les négociations à l'OMC au titre de l'AGCS s'effectue en trois phases: une phase de demandes, une phase d'offres et enfin une phase d'échanges.

Dans la première phase consacrée aux demandes initiales (janvier 2000 - juin 2002), les membres présentent les documents et informations justifiant pourquoi l'ouverture d'un secteur particulier de leur économie leur serait bénéfique et serait aussi profitable aux membres de l'OMC. En somme, chaque membre fait part de ses intérêts et son avantage comparatif dans l'ouverture de tel ou tel secteur.

Après cette phase de demandes, et sur la base des engagements qu'ils ont pris depuis 1995, les membres font ensuite des offres d'ouverture (qui consistent essentiellement à lever les barrières qui entravent l'accès aux secteurs pour lesquels ils avaient pris des engagements à l'OMC). Cette phase était prévue pour prendre fin le 31 mars dernier.

D'abord bilatérales, les négociations consistent, dans la troisième phase, à échanger de façon à ce qu'il y ait équilibre général dans les ouvertures. Ainsi donc, après une première et une deuxième phase bilatérales, les ouvertures deviennent multilatérales.

Réexamen Du Traitement Spécial Et Différencié : Après Des Echecs Successifs , Les Membres A La Recherche D'Une Méthode Pour Relancer Les Pourparlers

Les consultations formelles et informelles conduites par le président du Conseil général, Perez del Castillo (Uruguay), en direction des membres, ont débouché le 7 avril dernier, sur un document destiné à indiquer la voie à suivre pour

rapprocher les positions et faire avancer les négociations sur le traitement spécial et différencié. Ce document, controversé dès sa diffusion, est présenté par une source comme " rien de radical " et semble avoir pour finalité d'apaiser les craintes des pays en développement de voir les propositions fondamentales sur le traitement spécial et différencié connaître le même sort que beaucoup d'autres sujets d'intérêts majeurs dans le cadre du programme de Doha pour le développement. Selon une source proche des négociations, ce document d'approche repose sur deux principes. Le premier est que toutes les propositions sont encore sur la table, et le second, que la meilleure marche à suivre pour avancer est d'établir des catégories informelles pour les 80 propositions ou plus faites à ce jour. Perez del Castillo propose trois catégories, qui pour ainsi dire, ne diffèrent pas beaucoup de celles sur la table depuis fin 2002

Catégories potentielles de propositions en matière de traitement spécial et différencié

La première catégorie regroupe les propositions ayant les meilleures chances de réussite - qui pourraient comprendre les 12 identifiées comme pouvant faire l'objet d'accords. S'y ajoutent d'autres propositions identifiées par le président comme ayant un potentiel pour des avancées, ainsi que certaines propositions identifiées comme ayant une réelle valeur en terme de développement (même si elles n'ont pas entraîné de réponse positive dans le passé).

La seconde catégorie regroupe les propositions qui empiètent d'autres domaines de négociation et/ou qui sont déjà examinées ailleurs. Ces propositions seraient transmises aux organes pertinents, qui auraient pour instruction de prendre en compte ces éléments en priorité. Ceci, comme le souligne une source dans les milieux du commerce, comprendrait des domaines tels que le règlement des différends, les subventions, l'antidumping et l'agriculture, mais aussi des éléments tels que les mesures touchant les investissements, les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Le troisième et dernier groupe comprend les propositions qu'il serait difficile de faire avancer dans leur état actuel.

Le premier panier est destiné essentiellement à constituer " un acompte " pour que les pays en développement acceptent des avancées dans les deux autres catégories. La plupart des pays en développement ont fait part de leur souhait de voir ce panier comprendre des propositions significatives, plutôt que des éléments portant sur les procédures. Les pays développés pour leur part, se sont dits disposés à s'impliquer davantage dans la question, mais auraient indiqué avoir déjà fait preuve d'autant de flexibilité que possible. Certains, dont le Canada et l'Australie, seraient très hésitants à avancer sans l'examen préalable des questions transversales et systémiques litigieuses (notamment la différenciation entre pays en développement, certains bénéficiant de plus de flexibilité que d'autres).

Toutefois, les deux dernières catégories préoccupent sérieusement les pays en développement. La plupart de ces pays s'opposent depuis longtemps à la seconde catégorie en particulier. Cette inquiétude résulte essentiellement de leurs expériences concernant les questions de mise en œuvre, dont de nombreux éléments ont été transférés à d'autres organes, souvent " pour être pris en compte en priorité ", mais qui, selon ces pays, ont donné lieu à des discussions constantes, avec peu ou pas d'avancées. Les pays en développement s'inquiètent du fait que les questions de traitement spécial et différencié pourraient suivre la même voie, et que le mandat de Doha selon lequel " toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié seraient réexaminées en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles " serait essentiellement sans effet. Le président aurait fait des tentatives visant à garantir que les sessions spéciales du Comité du commerce et du développement conserveraient la supervision de tous les trois paniers.

Questions clés sur la marche à suivre

Quelques questions clés à propos du processus proposé par Perez del Castillo ont également été mises en évidence. Le président del Castillo va-t-il simplement œuvrer à résoudre le blocage au niveau du Conseil général, en permettant au reste des travaux d'avancer dans les sessions spéciales, sous la direction du président Ransford Smith (Jamaïque) ; ou les présidents Smith et del Castillo se concentreront-ils aussi bien sur le processus que sur le fond au niveau du Conseil général et lors de la session spéciale du Comité du commerce et du développement ? Ceci reste à clarifier. Une autre question concerne les délais, que les Membres ont eu beaucoup de difficultés à respecter jusqu'ici, en ce qui concerne le traitement spécial et différencié. Une troisième question - soulevée par un certain nombre de pays en développement Membres - est celle de savoir ce qu'il en est du rapport du 10 février du Comité du commerce et du développement (TN/CTD/7, disponible à <http://docsonline.wto.org>), qui demande au Conseil Général de clarifier le mandat en matière de traitement spécial et différencié.

Ainsi, un certain nombre de questions restent à être prises en compte avant que le processus ne redémarre - une des principales étant de déterminer, si le processus était accepté par tous les Membres, quelles propositions relèveraient de quelles catégories. A cette fin, le Secrétariat chercherait à diffuser projet de catégories de propositions dans les deux semaines à venir. Les résultats " décevants " dans le processus de réexamen du traitement spécial et différencié et l'échec à respecter trois délais de référence entre décembre et février derniers ont conforté nombre d'observateurs dans l'idée qu'un accord sur le traitement spécial et différencié ne serait pas facile à obtenir. Face au manque de volonté politique d'exécuter le mandat tel que prescrit à Doha, certains pays africains et PMA ont exprimé dernièrement leur grande déception. Un délégué africain avait notamment expliqué que les sessions spéciales du CCD avaient été un processus très ardu au cours de la dernière année et qu'elles mobilisaient une quantité disproportionnée de ressources humaines parmi les petites délégations

par rapport aux avantages qu'elles apportaient. En conséquence, en assistant à ces réunions, sa délégation avait sacrifié la participation à d'autres comités importants, et avait donc subi une perte nette, plutôt qu'un gain. Une autre prorogation, avait-t-il conclu, empiéterait sur le travail important requis pour l'agriculture, les services et l'accès aux marchés - ainsi que pour les préparatifs en vue de Cancun.

Comité De Négociations Commerciales : Malgré Les Retards Sur Les Délais, Le Directeur Général De L'OMC Affiche De L'Optimisme Pour La Suite Des Négociations

Bien que les délais fixés à Doha ont pour la plupart été dépassés (pour l'agriculture, par exemple), le Directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, continue à souligner la nécessité de terminer les négociations d'ici au premier janvier 2005. Lors de la réunion du Comité de négociations commerciales (3 et 4 avril) il a exhorté les délégués à ne pas laisser la déception faiblir leur détermination d'arriver à un résultat " équilibré et positif " et à travailler pour résoudre autant de questions que possible avant la Conférence ministérielle de Cancun en septembre prochain. M. Supachai a ensuite présenté son évaluation de l'état actuel des négociations.

Session extraordinaire sur l'agriculture:

Dû à une divergence d'opinions toujours aussi vaste concernant les domaines-clés, les Membres n'ont pas réussi à respecter le délai de 31 mars pour établir les modalités - où le cadre - de négociations agricoles plus détaillées.

Par contre, il faut souligner qu'un important travail productif a été achevé durant les négociations. Au cours de la Session extraordinaire du Comité sur l'agriculture qui a eu lieu fin mars, un ensemble d'actions impliquant des consultations techniques sur un grand choix de questions en vue d'un nouvel avancement des négociations a été largement

soutenu. Cependant, il est aussi clair que des décisions politiques majeures doivent être prises pour laisser place à des compromis sur des problèmes-clés dans le but d'établir des modalités aussi tôt que possible.

Session extraordinaire sur le commerce des services:

Les négociations sur les services continuent à progresser d'une façon satisfaisante. Plusieurs Membres ont soumis depuis le 30 juin 2002 des demandes initiales selon l'engagement des délégations dans les négociations bilatérales. De plus, l'adoption des modalités pour le traitement de la libéralisation autonome adopté par la Session extraordinaire du Conseil sur le commerce des services durant la dernière réunion représente un accomplissement important pour de nombreuses délégations et facilitera sans doute la phase suivante des négociations. Jusqu'ici, 12 Membres ont soumis leurs offres initiales conformément à la date du 31 mars 2003, comme spécifié par les Ministres à Doha. Beaucoup d'autres Membres ont indiqué que leurs offres sont en cours de préparation. Cette date marque seulement le début d'une nouvelle phase de négociations sur les services et ne représente pas une date limite.

Groupe de négociations sur l'accès aux marchés aux produits non agricoles:

En ce qui concerne le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, les Membres devront travailler intensément durant les 2 prochains mois pour trouver un accord sur les modalités pour les négociations. La date cible du 31 mai 2003 a été fixé par le groupe.

Il y a deux réunions formelles prévues durant lesquelles les Membres devront continuer à analyser les modalités spécifiques proposées sur les mesures tarifaires et non tarifaires. Etant donné la vaste gamme d'éléments pour les modalités tarifaires et les 25 soumissions à considérer, les Membres devront probablement concentrer plus d'attention dans ce domaine pendant les mois d'avril et mai.

Session extraordinaire du Conseil des ADPIC :

La Session extraordinaire a été consacrée aux négociations, dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, sur un système multilatéral de notification et d'enregistrement (i.e. procédures, coûts, rôle éventuel du Secrétariat) des indications géographiques pour les vins et les spiritueux. La base pour la phase finale des négociations a donc été posée.

Cependant, les positions restent éloignées. Bien qu'il existe quelques points communs entre les Membres sur la phase de notification de la procédure, les divergences sont plus importantes sur des questions fondamentales telles que la nature du système (protection facultatif où obligatoire des indications enregistrées).

La Session extraordinaire avait pour mandat de négocier l'établissement d'un système multilatéral avant la cinquième Conférence ministérielle. Il faudrait donc qu'elle accélère très nettement le rythme de ses travaux. Le Président de la Session a exprimé l'espoir que ces consultations aboutiraient à des indications sur le texte de négociation qu'il serait prêt, au besoin, à présenter sous sa propre responsabilité et sans préjudice du résultat des négociations. Il a l'intention de mettre à disposition ce texte suffisamment tôt avant la réunion suivante de la Session extraordinaire (24-25 avril 2003).

Groupe de négociation sur les règles

Le paragraphe 28 de la Déclaration ministérielle Doha prévoit que les négociations sur les règles commencent par une phase initiale où les participants indiquent les dispositions sur l'Accord antidumping et sur celui des subventions qu'ils cherchent à clarifier et améliorer. Le Groupe de négociation des règles s'est rencontré régulièrement durant plus d'une année et a pris en considération les questions identifiées dans les soumissions écrites des participants. Différentes perspectives concernant les deux accords ont été mises en évidence par les Membres. Des avancées relativement importantes ont été réalisées concernant l'antidumping mais les questions sur les

subventions aux pêcheries ont été peu concluantes. Quelques participants ont déjà commencé à se concentrer sur le développement de propositions plus détaillées. Le Groupe de négociation doit être préparé pour entrer dans une phase de négociations plus détaillées après Cancun.

Dans son travail sur les Accords commerciaux régionaux (ACR), le Groupe s'est concentré sur la manière d'adresser les questions principalement procédurales sous l'étiquette générique de "transparence des ACR". Pour parvenir à un consensus sur "la transparence des ACR" avant Cancun, les Membres doivent être convaincus que des changements dans ce domaine ne portent pas préjudice à leur interprétation des dispositions de l'OMC sur les ACR et ne soient pas un obstacle pour de nouvelles négociations "substantives".

Session extraordinaire sur le règlement des différends

Il reste moins de 2 mois pour conclure les négociations sur le règlement des différends. Le travail réalisé depuis le début de l'année a commencé par l'étude des propositions soumises par des participants et plus récemment par un examen de textes juridiques présentés par des Membres. Les discussions ont révélé des différences significatives reflétant autant les priorités que niveaux d'ambition divergents des participants.

Compte tenu de ces divergences, le Président de la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends a proposé de distribuer dans un premier temps un "document-cadre", qui comporterait aussi des indications pour les travaux futurs. Sur la base de ce document, le Président a proposé de mener de nouvelles discussions et consultations, dans le courant du mois à venir. À la suite de ces travaux futurs, le Président serait, le cas échéant, disposé à proposer aux participants un texte qu'il établirait et qui pourrait servir de base d'accord. Le Président a aussi de nouveau invité instamment les auteurs de propositions allant dans le même sens à présenter des propositions communes.

Le défi consiste aujourd'hui en la mise en place d'un texte qui serait largement accepté par tous les participants en tenant compte du niveau de convergence de vues sur chaque proposition.

Session extraordinaire du Comité sur le commerce et l'environnement

Le principal sujet discuté durant les négociations a été jusqu'à présent le rapport entre les règles de l'OMC et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les AEM (Paragraphe 31 (i)). Le Comité est engagé maintenant dans l'analyse des obligations commerciales spécifiques contenues dans les AEM pertinents. Cette analyse est basée sur des exemples concrets. A ce niveau des discussions, il n'a pas été possible de dire si des difficultés liées à la compatibilité entre les obligations commerciales spécifiques et les règles de l'OMC vont émerger.

Les Membres doivent encore dire si les négociations doivent être limitées à la formalisation des formes existantes de coopération entre les Comités de l'OMC pertinents et les secrétariats des AEM ou si de nouvelles formes de collaboration doivent être prévues (Paragraphe 31(ii)). Peu de propositions ont été avancées jusqu'ici sur les critères pour l'octroi du statut d'observateur. Les Membres doivent continuer de discuter de la manière d'accomplir cette partie du mandat.

En ce qui concerne les négociations sur les marchandises et services environnementaux (Paragraphe 31 (iii)), qui est mené principalement par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés et par le Conseil sur le commerce des services, quelques discussions ont eu lieu sur l'identification des marchandises environnementales.

Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement

Durant la Session extraordinaire du 10 février 2003, le Comité a soumis son rapport contenant un certain nombre de recommandations au Conseil général. Ce dernier a tenu compte du rapport et des déclarations qui avaient été faites et a donné son

accord pour que le Président du Conseil général, en collaboration avec le Président du Comité du commerce et du développement de la Session Spéciale, entreprennent des consultations sur la manière d'avancer sur cette question. Le Président de Conseil général a déjà amorcé son processus de consultations informelles.

SUR LE FIL

Investissement : Des ONG Du Nord Et Du Sud Lancent Une Campagne Contre L'Ouverture De Négociations Multilatérales Sur L'Investissement A L'OMC

Une cinquantaine d'ONG d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des Amériques s'est réunie à Genève du 19 au 21 mars dernier pour échanger, débattre et dégager les axes d'une campagne internationale contre l'ouverture de négociations multilatérales sur l'investissement à l'OMC.

Dans une déclaration commune publiée lors de la rencontre, les organisations non-gouvernementales signataires ont exprimé leur inquiétude quant à l'ouverture de négociations sur les thèmes de Singapour, en particulier sur l'investissement, à la prochaine conférence ministérielle de l'OMC à Cancun. Elles y voient la menace d'une accélération et d'une irréversibilité de la conquête des économies nationales, notamment celles des pays en développement, par les firmes multinationales.

Les organisations de la société civile réunies à Genève sont certes d'avis que les investissements doivent être régulées. Elles pensent toutefois que l'OMC n'est pas la meilleure enceinte pour une telle régulation. Jusqu'ici, les discussions engagées à l'OMC sur ces questions n'ont pas réussi à trouver un équilibre entre les droits et les obligations des investisseurs, notamment en matière d'environnement, de développement

durable, ainsi que sur d'autres questions d'intérêt majeur pour les pays en développement.

Les arguments mis en avant...

L'un des arguments qui fondent les positions de ces ONG est que l'investissement doit avoir pour finalité d'aider au développement du tissu industriel local, au renforcement des capacités d'exportation et au transfert et à la maîtrise des technologies. Or la négociation d'un accord multilatéral sur l'investissement dans le cadre de l'OMC ne semble pas être, selon Martin Khor de Third World Network, la meilleure façon de prendre en compte ces impératifs qui sont la condition initiale de tout processus de développement durable. Pour lui, les propositions en vue d'un accord sur les investissements présentées à l'OMC par l'UE et le Japon " ne visent pas à réguler l'investissement mais à réguler les gouvernements afin qu'ils ne soient pas en mesure de réguler les investissements. "

Pour les ONG, un accord multilatéral sur l'investissement doit être précédé d'un ensemble de conditions qui visent à garantir la responsabilité des acteurs publics et privés, à exiger des engagements pour des actions publiques en amont en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique pour promouvoir l'autonomie des gouvernements dans leurs politiques d'accueil des investissements et les actions de partenariat public-privé, et enfin à promouvoir des actions privées s'intégrant aux choix publics et respectueux de normes sociales et environnementales. La proposition de l'UE, par exemple, est opaque et consiste principalement à défendre la non -discrimination à l'extérieur (même traitement pour tous les investisseurs étrangers) et à l'intérieur (même traitement entre les investisseurs étrangers et nationaux). Elle est plutôt muette sur des questions de développement. Les ONG estiment donc qu'il faut intégrer des exigences de transparence, sans qu'elles ne soient utilisées comme un moyen de négocier l'accès aux marchés et créer un traitement spécial et différencié qui tienne compte des différences de situation au sein même des PED.

L'objectif d'un accord sur l'investissement devant être la réduction de la pauvreté et le développement durable des pays du Sud et tout particulièrement des PMA, l'OMC ne peut être la bonne enceinte pour traiter des questions d'investissement, puisque qu'elle n'a pas vocation à traiter de la réduction de la pauvreté et du développement.

Qui plus est, l'argument qui consiste à dire que les PED seront libres de choisir, grâce à un système de listes d'engagements positives, les secteurs qu'ils ouvriront, est irrecevable étant donné les rapports de force sous-jacents entre ces pays (surtout les PMA) d'un côté, et les investisseurs étrangers, les donateurs bilatéraux, multilatéraux, les pays développés dans leur ensemble de l'autre. Aujourd'hui ces rapports de force -auxquels s'ajoutent souvent les capacités institutionnelles défaillantes dans les PED- sont clairement favorables aux investisseurs étrangers et non à la poursuite des intérêts de développement durable des pays du Sud où ceux-ci investissent.

Pour ou contre l'ouverture de négociations multilatérales sur l'investissement

A l'occasion du séminaire organisé le 20 mars, qui s'est penché sur la nature et les implications d'un accord de l'OMC sur les investissements et qui a réuni plusieurs ambassadeurs, négociateurs et hauts responsables d'organisations internationales basés à Genève, les débats ont porté sur des questions de fond relatives, entre autres, aux positions et aux arguments de différents pays favorables ou contre l'ouverture de négociations sur l'investissement. Ces pays peuvent être classés en cinq grandes catégories :

Les demandeurs actifs : Ce groupe comprend l'UE, le Canada, le Japon, la Corée du Sud, la Suisse et la Chine Taipei, etc. Ces pays souhaitent favoriser l'investissement de leurs entreprises et prendre des parts de marchés dans l'industrie et le secteur des services par un accord sur les règles de concurrence et de transparence entre entreprises étrangères et entreprises nationales. Ils estiment qu'un accord multilatéral garantit un meilleur rapport de force pour les petits pays. On peut

inclure dans ce groupe les " Amis de l'investissement " qui sont composés de l'Argentine, du Chili, du Mexique, de la Turquie, de la Pologne et d'autres pays d'Europe centrale, de la Colombie et du Costa Rica, etc.

Les passifs : Ce groupe est conduit par les Etats-Unis et est composé de l'Australie, de Singapour et de la Nlle Zélande, etc. Ces pays font preuve de peu d'empressement à ouvrir des négociations sur l'investissement mais semblent être favorables à un système multilatéral mettant en avant la transparence et la non-discrimination. Ils sont, en outre, dans le cas des Etats-Unis, pour une inclusion des investissements de portefeuille dans l'accord en discussion.

Les pays flottants : ils sont caractérisés par leur faible implication dans le débat sur l'investissement. Ce sont : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Indonésie, L'Egypte, Cuba, les pays Scandinaves, le Nigeria, le Pakistan, etc.

Les opposants actifs : ce groupe de pays estime que l'investissement n'est pas le commerce et ne doit pas être traité à l'OMC. De plus, l'ouverture de négociations sur cette question, ainsi que sur les autres thèmes de Singapour ne fera qu'aggraver plus complexe les processus de négociation déjà fort contraignants pour les pays en développement. Se fondant sur l'expérience récente de la plupart d'entre eux vis à vis de l'IDE, ces pays estiment que cet instrument, contrairement à une idée répandue, n'est moteur de croissance durable que s'il s'appuie sur un mécanisme de transfert effectif de technologie et de savoir-faire. Ce qui ne semble pas être le cas actuellement. Ces pays sont notamment l'Inde, la Malaisie, le Zimbabwe, le Kenya, la Zambie, l'Ouganda et le Sri Lanka.

L'opposition silencieuse : ces pays sont présumés opposés à l'ouverture de négociations sur l'investissement. Ce sont essentiellement les membres de la Caricom et des pays d'Afrique au Sud du Sahara.

Mandat de Doha

A Doha, les membres avaient convenu que les négociations auraient lieu " après la cinquième session de la Conférence ministérielle sur la base d'une décision qui sera prise, par consensus explicite, à cette session sur les modalités des négociations" (Parag.21). D'ici la cinquième conférence prévue en 2003 au Mexique, la mission assignée au groupe de travail est d'orienter ses délibérations vers la clarification des questions de définition et de transparence, de non-discrimination, des modalités pour les engagements avant établissement reposant sur une approche du type AGCS, des dispositions relatives au développement, des exceptions et sauvegardes relatives à la balance des paiements et les consultations et règlement des différends entre membres.

A la fin de la réunion des ONG, un participant a noté que l'investissement a des chances de devenir le point de ralliement majeur des organisations de la société civile lors de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, en septembre, et que la réunion de Genève servait à consolider le mouvement social à cet égard. Les organisations qui ont lancé la campagne contre un accord sur les investissements sont Oxfam, Center for Consumer Defense du Salvador, Public Citizen des Etats-Unis, Third World Institute de l'Uruguay, REBRIP du Brésil, Solon Foundation de Bolivie, Africa Trade Network et Third World Network.

ACP-UE : L'Assemblée Paritaire Se Penche Sur Les Questions Commerciales Et La Préparation De Cancun

Le 2 avril dernier, s'est tenue à Brazzaville au Congo, la 5ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire des ACP et de l'Union Européenne. Les discussions ont surtout tourné autour des négociations commerciales et l'adoption d'une attitude concertée en vue de la Conférence ministérielle de Cancun. En marge de la session, s'est tenue les 28 et 29 mars, une réunion des membres ACP de l'assemblée parlementaire. Les

discussions se sont focalisées sur la négociation des APE avec l'UE

Sur les négociations commerciales et Cancun L'optimisme affiché de l'UE

Sur la 5ème Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra prochainement à Cancun (Mexique), le Commissaire européen, Poul Nielson, affirme un certain optimisme en dépit de la situation créée par la Deuxième Guerre du Golfe. En ce qui concerne les négociations des Accords de partenariat économique ACP-UE en cours, le Commissaire considère que ceux-ci représenteront une opportunité pour les pays ACP de développer considérablement, à travers le renforcement de leur intégration régionale, leur compétitivité et que leur situation sera comparable à celle des anciens pays du bloc soviétique.

Pour M. Nielson, le développement de marchés régionaux favorisera des investissements étrangers et contribuera au développement du commerce Nord-Sud. Evoquant l'exigence de compatibilité des APE avec les règles de l'Organisation mondiale du Commerce, il souhaite une coordination étroite entre les ACP et l'UE afin de mieux défendre leurs intérêts, résoudre les problèmes en suspens devant cette instance et œuvrer pour la mise en œuvre de l'Agenda de Développement de Doha. La seconde phase de négociations des APE devrait selon lui commencer en septembre 2003 entre l'Union et les régions ACP déjà prêtes. Malgré leur lenteur, les négociations progressent bien, selon le Commissaire qui encourage les parlementaires à les influencer à leur niveau. Pour M. Nielson, les ACP ne sauraient dans le contexte des APE et des négociations commerciales mondiales trouver meilleur ami que l'UE. Il réaffirme l'engagement de la Commission en faveur de la poursuite de la réforme de la PAC dans le sens d'une plus grande libéralisation commerciale, y compris dans le secteur du sucre.

Préoccupations des ACP sur le chemin de Cancun
Des parlementaires, tant ACP que UE ont insisté sur la nécessité d'une alliance ACP - Union européenne semblable à celle qui avait favorisé le succès de Doha. Ils considèrent que la force représentée par un bloc uni ACP-UE devrait être

plus fortement mobilisée et que l'Assemblée Parlementaire Paritaire (APP) devrait y travailler.

Les préoccupations des ACP ont porté entre autres sur :

- l'absence de solution pour un accord sur l'agriculture. On critique le manque de volonté à l'OMC pour un accord sur l'agriculture et il est craint que Cancun ne soit une répétition de Seattle.
- le manque de flexibilité des règles de l'OMC. Il a été souligné la difficulté pour les ACP de conduire simultanément les négociations des APE et celles à l'OMC. On espère que les intérêts des ACP seront sauvegardés lors de la révision du Système des Préférences généralisées tout en regrettant la distorsion engendrée par les subventions de pays développés sur l'agriculture des pays pauvres.

Négociations des Accords de partenariat économiques ACP-UE : Les appréhensions des ACP

Au nom du Président du Comité des Ambassadeurs ACP, M. I. Mataitoga (Fidji), M. Todd McClay, ambassadeur de Niue et le Secrétaire général du Groupe ACP, Jean-Robert Goulongana ont informé les parlementaires ACP de l'état d'avancement des négociations des Accords de partenariat économiques lancées le 21 septembre dernier qu'ils jugent très " difficiles ".

Ils ont insisté sur les divergences profondes entre les positions ACP et UE portant sur des questions de substance comme - la finalité de la phase de négociations " tous-ACP " (clarification pour l'UE, négociations devant déboucher sur des engagements pour les ACP) ; - les objectifs des APE (le développement des pays ACP via l'amélioration de leur productivité et de leur compétitivité plutôt que le simple traitement des obstacles au commerce) ; - la compatibilité des APE aux règles de l'OMC (des règles à adapter aux besoins des pays en développement et non à accepter telles quelles) ; - et la sauvegarde des acquis de Lomé notamment en ce qui concerne les protocoles relatifs à certains produits de base ACP, menacés par des attaques de tierces parties devant l'OMC.

Sources : <http://www.acpsec.org/>

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements

A l'OMC

20 Mars Séminaire sur un programme de renforcement des capacités de formation au commerce

20 Mars Comité sur les obstacles techniques au commerce

21 Mars Comité du Budget, Finance et Administration

21 Mars Négociations du groupe sur les règles - Accords commerciaux régionaux

24 - 26 Mars Session special du Comité de l'Agriculture

26 Mars Comité de l'accès aux marchés

27 Mars Comité de l'agriculture

28 Mars Session spécial du Comité de l'agriculture

31 Mars Session special du Comité de l'agriculture

2 - 3 Avril Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

2 Avril Examen de la politique commerciale du Burundi

3 - 4 Avril Comité des accords commerciaux régionaux

3 - 4 Comité des mesures d'investissement liées au commerce

4 Avril Comité des négociations commerciales

4 Avril Examen de la politique commerciale du Burundi

10 - 11 Avril Session spéciale de l'Organe de Règlement des Différends

14 - 16 Avril Groupe de négociations sur l'accès aux marchés

15 Avril Organe de Règlement des Différends

Evènement d'ailleurs

20 March, Geneva, Switzerland: MASTER CLASS AND WORKSHOP ON CSR AND LABOUR. Organised by HCInternational. Contact: Jawahir Adam; tel: (41 22) 734-0308; email: jadam@mhcinternational.com ; Internet: <http://www.mhcinternational.com/>

20-21 March, Geneva, Switzerland: DEVELOPMENTS IN WTO LAW. organised by the International Bar Association, will cover current WTO activities, focusing in particular on issues relating to the Doha round and dispute settlement. For further information on the conference, visit:

<http://www.ibanet.org/general/ConferenceOverview.asp?ID=655&Section=&Committee=>.

24-26 March, Kathmandu, Nepal: REGIONAL SEMINAR ON POLICIES FOR THE PROTECTION OF FARMERS' RIGHTS IN MOUNTAIN REGIONS. For further information please contact Mr. Dhrubesh Chandra Regmi, SAWTEE, P.O. Box 19366, 341 Alok Madhya Marg, Min Bhawan, Kathmandu, Nepal. Tel 977-1-482217; fax: 9771-430608; email: dhrubesh@hqsawtee.wlink.com.np, or visit: <http://www.sawtee.org/forthcoming.html>.

24-28 March, Mexico City, Mexico: TRADE AND ENVIRONMENT IN THE AMERICAS 2003. <http://www.cec.org/symposium/index.cfm?varlan=english>.

27-28 March, Louvain-la-Neuve, Belgium: WORKSHOP ON SUSTAINABILITY IMPACT ASSESSMENT AND TRADE LIBERALISATION. For more information, please visit: <http://www.agro-montpellier.fr/sustra/>.

27 - 28 March, Montreal, Canada: BEYOND FREE TRADE: STRENGTHENING NORTH AMERICA. For further information, contact: tel: (514) 844-8030; email: info@fina-nafi.org ; Internet: www.fina-nafi.org.

27-29 March, New York, US: THE APPEL CONFERENCE 2003 - REGULATION OF

FOREIGN DIRECT INVESTMENT. For further information please contact Ms. Lenge Hong at tel: +1-212-854-1366; fax: +1-212-854-7946.

28 March to 5 April, Oxford, England: GLOBAL CIVIL SOCIETY - EXPECTATIONS, CAPACITIES AND THE ACCOUNTABILITY OF INTERNATIONAL NGOS. For further information, visit: <http://www.21stCenturyTrust.org>

28 Mars - 09 Avril 2003 New York, 11ème session de la Commission ONU du Développement Durable, Suivi du Sommet Mondial sur le Développement Durable

29-30 mars Réunion des Membre ACP de l'Assemblée parlementaire conjointe - Brazaville, Congo

30 mars - 5ème session de l'Assemblée parlementaire conjointe

31 March to 3 April, Marrakech, Morocco: EXPERT MEETING ON SUSTAINABLE CONSUMPTION AND PRODUCTION. For further information, contact Ralph Chipman, UN Division for Sustainable Development; tel: +1-212-963-5504

Avril 2ème session de négociations ministérielles ACP-UE sur les APE - date à fixer

4 avril ACP-UE - Brazaville, Congo

3-4 April, Brussels, Belgium: FIFTH BLUEPRINT WORKSHOP: "FORESIGHT AND INTEGRATION OF ENVIRONMENTAL AND INNOVATION POLICY". For further information, see: http://www.blueprint-network.net/pdf/atticonvegini/5th_WS_programme.pdf.

4-6 April, Durham, North Carolina: INTERNATIONAL PUBLIC GOODS AND TRANSFER OF TECHNOLOGY AFTER TRIPS. For more information on the conference, please visit: <http://www.law.duke.edu/trips/index.html>.

7 - 8 April, Chatham House, London: TRADE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT PRIORITIES POST-DOHA. Organised by the International Institute for Sustainable Development and the Royal Institute of International Affairs. For further information, contact: Sam Usiskin; tel: (44 20) 7957-5711; email: sam.usiskin@riia.org.
07 - 11 Avril 2003 Rome, 5ème session de la Commission d'intérimaire sur les mesures phytosanitaires ; Convention internationale de protection des végétaux

8-10 April, Manila, the Philippines: SOUTH EAST ASIA FORUM ON GHG MARKET MECHANISMS AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT. For further information, see: <http://www.ieta.org>.
11 avril Comité des Ambassadeurs ACP-CE

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

ENDA Tiers Monde, ICTSD, Solagral, **COMMERCE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE VUS D'AFRIQUE**. Documents présentés au dialogue régional de Dakar, 30 & 31 juillet 2002.

Cet ouvrage de référence (260 pages) rassemble une collection unique d'analyse et de points de vue sur la question brûlante des droits de propriété intellectuelle (DPI). Il s'efforce de contribuer à la recherche d'un équilibre entre les intérêts privés

des innovateurs et investisseurs à qui les DPI confèrent un droit de monopole limité et ceux de la société au sens large, en donnant la parole à un continent particulièrement concerné par l'avenir des DPI, que ce soit en matière de sécurité alimentaire, de santé publique ou d'éducation : l'Afrique. Ici, les auteurs sont fonctionnaires gouvernementaux, négociateurs à l'OMC, universitaires ou acteurs de la société civile. Ils apportent tous une perspective qui leur est propre et qui reflète la diversité et la richesse du débat en Afrique de l'Ouest et du Centre. Pourtant, le souci de diffuser largement ces analyses et opinions, va au-delà d'une contribution purement académique. Il répond à la nécessité de créer au plus vite, en Afrique, une masse critique d'acteurs suffisamment bien informés pour définir leurs propres intérêts en matière de DPI et de développement durable et de les défendre tant au niveau régional qu'international. Vous pouvez le télécharger à l'adresse : http://www.ictsd.org/pubs/ictsd_series/iprs/dakar/dakar.htm

SOLAGRAL: COTONOU, OMC: ENJEUX AGRICOLES POUR LES PAYS ACP, document pédagogique, novembre 2002.

Depuis janvier 2000, les pays ACP sont engagés dans de nouvelles négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces négociations étaient prévues par l'Accord de l'OMC signé à Marrakech en 1994. Parallèlement, les pays ACP sont également engagés avec l'Union européenne dans des négociations d'une importance cruciale pour leur avenir. Prévu par l'Accord de Cotonou signé en juin 2000, ces négociations, débutées en septembre 2002, prévoient une refonte complète des relations commerciales entre l'UE et les pays ACP avec la mise en place d'accords de libre-échange (ou accords de partenariat économique, APE) entre l'UE d'une part et les pays ACP regroupés en blocs régionaux d'autre part. L'enjeu principal pour les pays ACP est l'introduction de la réciprocité et la différenciation faite pour la première fois entre les pays ACP (PMA/non PMA, blocs régionaux/pays isolés).

Les forêts africaines: une vision pour 2020 , FAO, Rome, 2003, 96 p., bilingue (En/Fr)

L'étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA), recommandée par la Commission des forêts et de la faune sauvages pour l'Afrique et la Commission des forêts pour le Proche-Orient, fait partie de la série d'études prospectives régionales entreprises par la FAO, en partenariat avec les pays et institutions de la région concernés par la foresterie. Le présent rapport succinct est une synthèse des constatations clés du rapport régional et des rapports sous-régionaux.

Etude prospective du secteur forestier en Afrique. Rapport régional - opportunités et défis à l'horizon 2020 , FAO, Rome, 2002, 94 p.

Ce rapport régional de l'Etude prospective du secteur forestier en Afrique fournit une vue d'ensemble des possibilités offertes et des défis à relever pour renforcer la contribution du secteur forestier au développement durable de l'Afrique, dans le contexte des changements politiques et institutionnels, démographiques, économiques, technologiques et environnementaux. Sur la base d'un examen de l'impact des facteurs de changement et des scénarios probables, il donne une indication de ce qui pourrait arriver d'ici à 2020, si les tendances actuelles persistent. Les priorités et les stratégies permettant de renforcer la contribution du secteur forestier au bien-être social sont également étudiées.

Promotion de l'aquaculture commerciale durable en Afrique subsaharienne. Volume 2: Investissement et faisabilité économique, FAO, Rome, 2003

Cette partie du rapport apporte un éclairage particulier sur un des obstacles majeurs au développement de l'aquaculture commerciale dans les pays d'Afrique subsaharienne, et qui est la difficulté des entrepreneurs à accéder aux capitaux. Le problème semble venir, en partie, du manque de garanties, des taux d'intérêts de remboursement d'emprunts trop élevés, de l'idée des banquiers que l'aquaculture est risquée, et du manque de connaissance des éleveurs des modalités d'accès aux institutions financières allouant des prêts. Le

problème est aggravé par le manque de connaissance des prêteurs des entreprises aquacoles qui réussissent dans la région. Le présent rapport propose un certain nombre de politiques et stratégies nécessaires pour affronter ces problèmes.

En Anglais

World agriculture: towards 2015/2030. An FAO perspective

Co-published with Earthscan, UK and USA. Available through the FAO Bookshop in Rome and through the FAO Website. Also available from Earthscan at www.earthscan.co.uk Email: earthinfo@earthscan.co.uk

This report is FAO's latest assessment of the long-term outlook for the world's food supplies, nutrition and agriculture. It presents the projections and the main messages. The projections cover supply and demand for the major agricultural commodities and sectors, including fisheries and forestry. This analysis forms the basis for a more detailed examination of other factors, such as nutrition and undernourishment, and the implications for international trade. The report also investigates the implications of future supply and demand for the natural resource base and discusses how technology can contribute to more sustainable development. One of the report's main findings is that, if no corrective action is taken, the target set by the World Food Summit in 1996 (that of halving the number of undernourished people by 2015) is not going to be met. Nothing short of a massive effort at improving the overall development performance will free the developing world of its most pressing food insecurity problems.

Agyeman, J., Bullard, R.D. and Evans, B. February 2003. **Just Sustainabilities: Development in an Unequal World**. MIT Press. Cambridge, Mass.

Azaba, Hussein and Baranzini, Andrea. November 2002. **Implementing Sustainable Development**. UNEP/Edward Elgar Publishing. Cheltenham.

Browne, Stephen (ed.). 2002. **Developing Capacity through Technical Co-operation: Country Experiences**. UNDP/Earthscan. London

Fisher, William and Ponniah, Thomas (eds.). March 2003. **Another World Is Possible - Popular Alternatives to Globalisation at the World Social Forum**. Zed Books. London

International Food and Agriculture Trade Policy Council. January 2003. IPC Recommendations for the Agricultural Modalities for the Doha Round. IPC. Washington

OECD. 2002. **Genetic Inventions, Intellectual Property Rights and Licensing Practices: Evidence and Policies**. OECD. Paris

Oldfield, Sara (ed.). February 2003. **The Trade in Wildlife - Regulation for Conservation**. Earthscan. London.

Özden, Çağlar and Reinhard, Erich. November 2002. **The Perversity of Preferences: GSP and Developing Country Trade Policies, 1976-2000**. World Bank. Washington

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDCS)